

## Expériences et méthodologies des Observatoires : un retour critique sur l'Observatoire des rapports rural/urbain

**Nicole MATHIEU**

Directeur de recherche au CNRS

LADYSS UMR 7533-CNRS

Responsable de l'Observatoire de l'évolution des rapports entre le rural et l'urbain

Université Paris I

191, rue Saint-Jacques

75005 - PARIS

**Résumé :** L'Observatoire des rapports entre rural et urbain a été créé par le Ladyss en 1997. En prenant appui sur la confrontation de terrains ruraux et urbains, l'objectif était de mettre en place un dispositif d'observation du changement social pertinent pour croiser le temps et l'espace. Après cinq ans de fonctionnement, l'article tente de faire un bilan des expériences faites par cet Observatoire en évaluant ses atouts et ses faiblesses par rapport aux autres modèles d'observatoire et en mettant l'accent sur les questions et problèmes de méthode qu'il est indispensable de résoudre.

**Mots-clés :** Ruralité. Urbanité. Relations ville/campagne. Observatoire. Méthodologie.

**Abstract :** Created in 1997 by a Cnrs team (Ladyss), the rural/urban relationship Observatory had an ambitious purpose : testing the pertinency of rural and urban categories to identify and qualify social change. Five years after, this paper comes back on its experiences and tries to point out the main problems to solve facing the challenge of building a frame for observing continuously in time and space the main phenomenons and dynamics defining the core of social and spatial change.

**Key words :** Rurality. Urbanity. Rural/urban relationships. Observatories. Methodology.

Qu'écrire en hommage à Jean-Pierre Peyon alors même que nous sommes de la même génération et qu'un tel exercice entre "pairs" est difficile à imaginer ? Pour résoudre la difficulté et trouver une idée convenable, il m'a fallu sonder les connivences et ce qui est au fond de cette camaraderie qui a caractérisé la fameuse équipe de géographie rurale du laboratoire de géographie humaine à laquelle nous avons tous deux appartenus et que, nommé professeur à Nantes, Jean-Pierre n'a réussi à quitter définitivement que parce qu'il s'est senti en pleine cordialité avec l'équipe nantaise au sein de laquelle il s'implantait. Il me fallait donc à cette occasion parler d'une ambition collective, d'une expérience de recherche qui requiert pour atteindre ses objectifs le partage convivial d'un esprit critique, la confiance dans l'exercice de l'échange d'expériences et la passion de la controverse (voire de la dispute au sens philosophique du terme). C'est pourquoi j'ai choisi de tenter un retour critique sur une opération qui ambitionne de construire une des transversalités du laboratoire auquel j'appartiens aujourd'hui et qui est en partie issu de l'URA 142, l'Observatoire des rapports entre le rural et l'urbain, créé il y a déjà six ans, qui implique nécessairement un travail collectif et une solidarité de recherche qui va au delà des membres de l'équipe Ladyss.

Responsable de cet observatoire, j'ai eu l'occasion de mesurer les réticences ou difficultés internes à son fonctionnement comme les attentes d'organismes extérieurs (par exemple l'Union des missions locales rurales ou la Fédération des parcs naturels régionaux) ; l'occasion aussi de le comparer à d'autres observatoires, en particulier à travers l'évaluation de l'Observatoire de la condition féminine (OCF) de Tunisie (Mathieu, 2001). Mon objectif est donc, dans la circonstance, d'effectuer un retour critique le plus radical possible sur ces années de fonctionnement. Revenir à la notion d'observatoire pour en clarifier les différents sens en sera la première étape : confronter l'expérience de l'Observatoire rural/urbain à celle d'autres observatoires en particulier celui de l'OCF sera la deuxième ; enfin la dernière : tenter de construire l'évaluation (en particulier des problèmes de méthode) que constitue un "retour d'expérience",

cet outil préalable et indispensable quand il faut maintenir un dispositif de recherche d'observation sur le long terme.

## **I - LA NOTION D'OBSERVATOIRE ET LES TYPES D'OBSERVATOIRE**

Il n'est pas inutile de prendre le temps d'examiner le terme "observatoire" qui est de nos jours utilisé sans compter surtout dans le discours de l'action. Sans qu'il soit véritablement soumis à une évaluation critique, l'observatoire est pensé dans les sociétés post-industrielles, et de plus en plus dans les sociétés en développement, comme l'instrument indispensable à l'action. Pour chaque problème grave, difficile à résoudre et considéré comme une priorité des politiques publiques, un observatoire est créé comme s'il était incontournable pour la résolution dudit problème. Aujourd'hui le terme observatoire ne peut être dissocié de la modernisation (ou de l'amélioration) des processus de planification aux différents niveaux où ils s'exercent.

### **A - À l'origine : l'observatoire astronomique**

Et pourtant, il faut bien admettre que l'origine de ce terme ne se trouve pas dans le langage de l'action politique mais, au contraire, dans celui de la science et plus particulièrement dans l'astronomie. Les premiers observatoires sont associés à des lieux et à des instruments à partir desquels il était possible d'examiner les astres et leurs mouvements. Cette observation expérimentale du ciel s'est très tôt conjugée avec les mathématiques et la physique. La fin du XIX<sup>e</sup> siècle consacre le modèle de l'observatoire en l'élargissant à d'autres disciplines (sciences du vivant en particulier) tout en conservant sa localisation privilégiée en altitude et une architecture typique.

Aujourd'hui ce sens du terme observatoire est pour ainsi dire oublié du fait des progrès technologiques de l'exploration spatiale. Les observatoires sont des monuments et font partie du patrimoine tandis que le terme de "station spatiale" lui est substitué et même si l'observation à très haute altitude reste encore performante avec des instruments géants dans un modèle à nouveau limité à l'astronomie. Plus que d'observatoire on parle aujourd'hui de très grands équipements (TGE) autour des recherches qui exigent de très gros investissements pour son instrumentation. Il n'en reste pas moins vrai que, du fait de son sens originel, le terme observatoire reste lié à trois caractères principaux : l'observation de longue durée, l'usage d'instruments lourds et sophistiqués, l'interaction entre disciplines scientifiques (pluridisciplinarité et interdisciplinarité), considérés comme indispensables pour identifier des lois et pour prévoir des évolutions à court, moyen et long termes (objectif de prédictivité).

### **B - La multiplication actuelle : engouement ou métaphore ?**

Après une période de relative stabilité dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la deuxième moitié enregistre une floraison de création d'observatoires qui prennent un sens nouveau. Il serait intéressant de faire un inventaire chronologique et exhaustif de toutes les créations d'observatoire qui ont été liées aux politiques publiques et aux États dans l'Union européenne et dans les pays méditerranéens. C'est à partir d'un tel travail, qui reste à faire, que l'on pourrait se demander à quoi correspondent les moments de création intense et d'utilisation du dispositif observatoire et vérifier l'hypothèse que les "riches heures" des observatoires se situent plutôt soit dans des moments de grande reconstruction des bases nationales (c'est le cas des Observatoires régionaux de l'INSEE qui accompagnent la planification de la reconstruction après la Deuxième Guerre mondiale), soit dans des moments de crise et, comme nous le disions précédemment, lorsque des problèmes graves se posent que l'on considère comme quasi insolubles (Observatoire de la discrimination raciale, Observatoire des banlieues...). D'ores et déjà, il faut remarquer que la dernière décennie (les années quatre-vingt-dix) et le début du XXI<sup>e</sup> siècle ont été particulièrement fertiles en création d'observatoires de tous noms, le plus souvent dans un but, comme c'est je crois le cas en 1993 pour l'OCF, de dynamiser et de rendre plus efficace le lien entre recherche et action.

Mais qu'y a-t-il derrière cet engouement pour le terme même d'observatoire qui, appliqué à certains des organismes ainsi créés, aurait pu trouver un équivalent comme celui de Centre d'analyse de... ou d'Institut d'observation continue de...etc. La multiplication récente s'appuie-t-elle sur des évaluations et des bilans constatés de la supériorité en matière de recherche et d'action d'un Observatoire, de la condition féminine par exemple, sur un Centre de recherche pour le développement de l'activité des

femmes et l'amélioration des rapports sociaux de sexe ? Cet engouement ne s'explique-t-il pas plutôt par le poids enfoui dans la mémoire et dans les représentations sociales du terme observatoire dans la mesure où il est associé à sa définition originelle, celle qui en fait un haut lieu de la recherche rigoureusement associé à une instrumentation de qualité et destiné à prévoir les phénomènes, à les anticiper par la connaissance des processus, à construire une prospective. Au fond, sous cet engouement, n'y a-t-il qu'un usage métaphorique du terme, l'intuition de ce que le mot, même s'il n'est pas défini strictement, contient de charge opératoire. Nous rejoignons ici la position de Rémi Clignet qui considère que le « caractère métaphorique de la notion d'observatoire » est « une invitation à observer les observatoires » (Clignet, 1998).

### **C - Une clarification nécessaire : les types d'observatoire classés selon leur objectif et la prise en compte du temps**

C'est la raison pour laquelle une des premières tâches à laquelle je me suis attachée avant que l'Observatoire des rapports entre le rural et l'urbain ne soit créé, est la clarification des organismes qui se dénommaient observatoires en France en passant au crible ceux à qui j'avais eu affaire soit pour y puiser mes informations statistiques (INSEE), soit parce que j'y avais été engagée dans une programmation de recherche innovante (les observatoires de l'évolution économique, écologique et sociale du Programme Environnement du CNRS), soit parce qu'ils se créaient dans mon champ thématique de recherche (Observatoire de la pauvreté, Observatoire des jeunes en difficulté, Observatoire de l'environnement...).

L'analyse comparée de leurs objectifs, de leur prise en compte du temps (datation, court terme, moyen terme, longue durée...) et de leur degré de complexité dans la mobilisation des disciplines dont les données sont issues nous a permis de distinguer trois grands types d'observatoires :

#### **1 - Les observatoires de recherche**

Ils prolongent l'idée originelle de l'observatoire astronomique avec les caractéristiques déjà signalées. Qu'ils mobilisent plutôt des sciences naturelles comme la station biogéographique de Cessières créée dans les années soixante et gérée par un laboratoire de l'ENS de Saint-Cloud, ou plutôt des sciences sociales comme l'Observatoire du changement social lancé dans les années soixante-dix notamment par Henri Mendras et que continue de gérer l'Institut des sciences politiques, qu'ils soient interdisciplinaires comme l'Observatoire du Piren Causse Aigoual dirigé par Marcel Jollivet de 1981 à 1989 et qui dure encore sur le site du Méjean, l'Observatoire du delta du Niger, ou plus récemment la création des "zones ateliers" du programme Environnement, vie et sociétés du CNRS (Lévêque et al., 2000), tous ces observatoires impliquent un dispositif de construction de données et d'observation continue de ces données ainsi que des interactions entre leurs différentes dimensions scientifiques. Ils portent tous sur des objets complexes et sont conçus pour résoudre des questions scientifiques où il est nécessaire de travailler sur le long terme en prenant en compte un temps continu permettant d'articuler entre elles des temporalités propres à chaque dimension du problème scientifique posé. La question de l'unité spatiale d'observation et des temporalités y est essentielle.

Le problème posé par ce type d'observatoire est sa durée qui n'est pas toujours assurée soit parce que le problème scientifique n'est plus convaincant, soit du fait du non renouvellement des équipes de recherche, soit tout simplement par insuffisance des financements pour la maintenance du dispositif d'observation continue. Ainsi les "observatoires démographiques", expériences de suivi de communautés pour étudier les processus du renouvellement des populations (fécondité, mortalité, migrations) apparus au début du XX<sup>e</sup> siècle aux États-Unis dans des villages de Caroline du sud qui ont permis de montrer le lien entre certaines maladies et l'alimentation, ne sont plus suivis. Il en est de même, plus tardivement, de l'expérience de l'Orstom en matière d'observatoires de population appelés "laboratoire de population" ou "étude prospective de communauté", qui a été menée sur plus de trente ans en divers lieux et a donné aussi des résultats intéressants dans le lien entre démographie et santé. Malgré le bilan précis et nuancé qu'il en tire : « De nombreux résultats n'auraient jamais été connus sans cela », Michel Garenne (1998) conclut que ces observatoires sont devenus rares dans les pays développés où domine la conception statistique de l'observatoire tandis que pour les pays en développement l'avenir lui semble à long terme incertain pour des raisons essentiellement éthiques.

## 2 - Les observatoires statistiques

Ils sont en quelque sorte l'essence même de la nouvelle génération des observatoires de l'après Deuxième Guerre mondiale. Dans ce type, l'observatoire est supposé être un outil pour observer le changement et tous les problèmes méthodologiques s'articulent autour de la mise en place des données et sur l'exploitation de ces systèmes d'information statistique. Ils portent sur des domaines divers (prix, consommation, logement...) mais sont généralement associés au dispositif classique des pays industriels, le Recensement de Population et le Recensement Agricole qui sont les instruments d'observation, de contrôle et de planification de l'État. Le principe du recensement est d'être régulier et répétitif pour permettre des comparaisons dans le temps. Il implique un dispositif généralement lourd à la fois en enquêtes pour collecte de données et en instruments permettant les mesures continues (*monitoring survey*, suivi satellitaire, avions et drones, équipements informatiques...).

Les disciplines mobilisées par ces observatoires deviennent donc de plus en plus techniques (statistique, démographie statistique, ingénierie cartographique, informatique et analyse d'images etc.). Ce sont des outils très importants de l'État et de la régulation nationale (les indices de prix, le nombre et le type de chômeurs, les indices industriels...). Ils renvoient aux questions critiques posées aux gouvernements à certaines époques (d'où souvent les procédures d'enquêtes plus légères complémentaires), mais se distinguent de la catégorie suivante par le fait qu'ils sont pensés pour durer sur le long terme (en tout cas la durée de l'État lui-même). Mais il ne s'agit pas de la même conception du long terme que dans le premier type car ces observatoires s'accommodent d'une vision discontinue du temps, on pourrait dire d'une vision procédurale du temps qui ne cherche pas à mettre en évidence des interactions entre processus mais plutôt à collecter des données selon un protocole régulier et identique dans un temps pensé plutôt comme linéaire et irréversible.

## 3 - Les observatoires pour l'action

Ils constituent en quelque sorte la troisième génération des observatoires. Leur spécificité est de porter sur des questions critiques mais nettement plus finalisées que dans le type précédent. Émanant généralement d'instances publiques, ils sont conçus pour résoudre un problème de la conjoncture (Observatoire des prisons, Observatoire des métiers du Cnrs, Observatoire de la pauvreté, Observatoire de la discrimination raciale, Observatoire de la délinquance juvénile...). En dépit de leur dénomination d'observatoire, ils ne prennent donc pas en compte le temps long, mais le temps de la crise qui inclut l'idée de début et de fin. Si bien que le dispositif de recherche et l'instrumentation y est souvent sous-estimée, le suivi continu de données pertinentes étant souvent soit laissé à l'improvisation, soit pensé après la création de l'outil.

La mobilisation des disciplines concernées par le problème y est également assez peu réfléchi. Ce type d'observatoire peut pourtant porter sur des questions scientifiques (une maladie par exemple), ce qui implique la recherche d'interactions entre des phénomènes de nature différente et donc l'interdisciplinarité. Mais dans la mesure où l'action politique est à l'origine de leur création, ils sont conçus pour ne durer que jusqu'à ce que la solution de gouvernement ou d'un problème très ciblé soit trouvée. En ce sens, et bien que la conception du temps y soit différente, la difficulté est la même que pour le premier type, à savoir de maintenir une activité dans la longue durée au delà de l'action finalisée à court terme.

### D - Une ambiguïté potentiellement positive : l'observatoire "entre"

Même si cette typologie en type a pour avantage de rendre plus intelligible la confusion qu'induit le foisonnement des observatoires, il n'en est pas moins vrai qu'elle est quelque peu schématique. Comme nous venons de le voir pour le dernier type, certains observatoires ont des propriétés plus ou moins ambiguës qui les placent "entre" plusieurs types. Ainsi on peut se demander si l'Observatoire de l'environnement créé à la fin des années quatre-vingt-dix à l'Institut français pour l'Environnement appartient au type 3 ou 2, voire au 1 : par son objectif très finalisé lié à une question complexe (le changement des comportements face aux problèmes d'environnement), il est entre le type 3 et le type 2 ; par une conception métrique du temps et des indicateurs du développement durable, il se situe plutôt dans le type 2. Cette question mérite d'être posée pour l'Observatoire de la Condition féminine (nous y viendrons un peu plus tard), mais aussi pour l'Observatoire des rapports entre le rural et l'urbain que je

vais maintenant vous présenter. N'est-ce pas en effet le défi d'un observatoire aujourd'hui que de concilier :

- une problématique de recherche interdisciplinaire permettant de qualifier le changement social sur la longue durée jusqu'au point d'anticiper son déroulement ;
- une action finalisée où le temps est tiré par le présent (Lemoigne, 2000) et où le dispositif est conçu pour répondre pas à pas aux problèmes posés ;
- un dispositif instrumental d'observation continu soutenu financièrement par l'État pour qu'il dure ?

## II - L'OBSERVATOIRE DES RAPPORTS URBAIN/RURAL

Il s'agit maintenant de revenir à l'Observatoire des rapports rural/urbain ou villes/campagnes, en tentant de le mettre en vis-à-vis, en affrontant le rapprochement avec d'autres observatoires comme celui de l'OCF pour mesurer, en retour de cet exercice les efforts qu'il nous faudra faire pour atteindre, nous aussi, nos objectifs.

### A - En quoi c'est un observatoire : rappel des objectifs et des propriétés

Le principe de l'Observatoire rural/urbain est un des problèmes majeurs qui se pose aux sciences sociales à savoir de comprendre, d'analyser, de qualifier le changement social sans pour cela pouvoir recourir à une expérimentation systématique comme le font les sciences dites expérimentales. En effet, comme l'écrit Michel Garenne, « Le modèle des observatoires permet de tourner, dans une certaine mesure certaines de ces difficultés, ce qui leur vaut parfois le label, injustifié d'ailleurs, de "laboratoire". Le but du modèle de l'observatoire est d'observer des changements, ce qui justifie l'approche longitudinale, et c'est en cela que le modèle devient quasi expérimental, même si on ne peut répéter deux fois, de manière identique la même situation ou la même intervention. C'est en observant ces changements que le chercheur peut tirer ses conclusions sur les phénomènes qu'il étudie » (Garenne, 1998).

#### 1 - La question du temps

Notre observatoire a donc le statut d'observatoire d'abord parce qu'il prend en compte la question du temps, qu'il est un instrument d'analyse de la temporalité des faits sociaux, qu'il a l'ambition de mesurer et de qualifier les temporalités du changement social qui reste aujourd'hui encore une boîte noire. « En Europe, les nouvelles donnes et les crises de toutes sortes se succèdent et s'enchevêtrent (montée du chômage et de l'exclusion sociale, aggravation des problèmes d'environnement et de santé, accentuation de la turbulence politique...). Comment démêler les tendances lourdes de celles éphémères, comment identifier les faits nouveaux porteurs de changement durable ? Comment qualifier ce changement en termes de continuité, de ruptures voire de renversement ? Comment théoriser le changement ? » (Mathieu, Robert, 1998).

Ceci suppose une réflexion sur les phénomènes sociaux qu'il faut suivre et surtout sur les pas de temps qui leur sont propres. « La notion d'observatoire exige donc que le sociologue établisse un certain nombre de distinctions dans son élaboration des dimensions temporelles qu'il utilise » (Clignet, 1998). La datation des phénomènes, leur qualification temporelle sont essentielles pour introduire un système de mesure ayant valeur pour les temps du passé, du présent et du futur et qui permette d'articuler des phénomènes qui se déroulent à des pas de temps distincts.

#### 2 - La question de l'espace ou de la localisation

Mais **où** faut-il observer ? Telle est la deuxième question qui se pose à tous les observatoires comme au nôtre. En ce sens l'Observatoire astronomique était bien localisé dans le lieu **d'où** l'on pouvait observer de façon optimum les systèmes des astres. En ce qui concerne les faits sociaux, la question est plus difficile à résoudre du fait même de la diversité spatiale qui caractérise les sociétés et les cultures. « L'observatoire tel que nous l'entendons doit permettre de comprendre les principes de différenciation spatiale à l'œuvre au sein de la société et mettre en évidence les niveaux d'organisation sociale majeurs où ils s'exercent » (Mathieu, Robert, 1998).

C'est pourquoi l'Observatoire des rapports urbain/rural assied son observation des temporalités du changement social sur un ensemble de localités (des terrains considérés comme des micro-sociétés) où est maintenue une veille scientifique qui « est le passage obligé si l'on veut comprendre les formes spécifiques et singulières (espaces, sociétés locales, territoires) dans lesquelles se construisent les interactions entre les différentes tendances du changement global » (Mathieu, Robert, 1998). Ainsi est reprise une méthodologie que l'on peut faire remonter à Frédéric Le Play et à ses monographies locales et de familles "ouvrières" (Le Play, 1855, *Les Études Sociales*, 2000). C'est d'ailleurs le recours à cette tradition monographique du côté des géographes comme des sociologues qui est à l'origine de la création, au sein de l'UMR Ladyss, de l'Observatoire urbain/rural (Jollivet, Mendras, 1971-1974 ; Mathieu, Duboscq, 1985).

## **B - Pourquoi un observatoire de l'évolution de la relation ville/campagne ?**

Il ne suffit cependant pas de posséder ces deux propriétés : le temps (du changement social) et l'espace (les localités) qui donnent à l'observatoire l'objectif d'observer des objets complexes qui sont en quelque sorte des espaces/temps et des sociétés/temps. Se posent encore deux problèmes : celui de l'entrée principale dans le changement social ; celui du découpage du réel et des entités significatives parce que distinctes et identifiables par des rapports spécifiques entre sociétés et territoires. Nous avons fait l'hypothèse de la valeur heuristique de l'entrée par la traditionnelle question du changement des relations villes/campagnes et de la caractérisation des localités par les catégories de rural et d'urbain.

### ***1 - Universalité des catégories de rural et d'urbain***

Nous avons fait l'hypothèse que les catégories de ville(s) et de campagnes(s) sont des notions fondamentales exprimant, voire formalisant, la relation sociétés/territoires : elles se retrouvent dans toutes les catégories de découpage spatial ; elles ont un caractère universel. Tout en intégrant un principe de différenciation qualitative (elles se fondent sur des distinctions morphologiques et sociales entre des identités singulières et des types de milieux distincts, voire opposés), et donc en prenant en compte la diversité (villes, campagnes, banlieues, bourgs, villages...), ce sont des catégories transversales que l'on rencontre dans quasiment toutes les cultures et civilisations passées et actuelles. En dépit de leur contestation récurrente, elles gardent toujours une valeur dans le langage courant comme dans le langage politique et scientifique.

### ***2 - L'analyse du changement social est éclairée par celle de l'évolution du rapport entre l'urbain et le rural***

Il existe deux interprétations contradictoires du changement social vu à travers la question classique des relations ville/campagne. La première affirme l'existence d'un continuum et la disparition du rural et donc à la fin de la distinction entre le rural et l'urbain, en l'associant à la tendance à la globalisation ou à la mondialisation ; la deuxième met en avant l'existence en milieu rural de réactions au processus de globalisation qualifiées de "résistance", "renaissance" ou "vitalité cachée" qui reconfigurent une nouvelle ruralité. Cette position, si contradictoire soit-elle, n'efface pas le caractère pertinent (même si c'est sur des bases différentes) du recours à la dialectique de la ville et de la campagne pour penser le changement. Les notions de nouvelle urbanité comme de nouvelle ruralité sont en pleine émergence pour dire le changement des espaces/temps et des sociétés/temps. La réflexion sur la qualification dans le temps de la relation (contradictoire, complémentaire, solidaire) fonctionne encore ne serait-ce que dans la controverse.

Notre hypothèse est donc que l'observatoire permet de confronter ces deux interprétations et d'en faire évoluer les énoncés pour aboutir à une lecture efficace du changement social. Celle-ci se fait à la fois par la confrontation de localités urbaines et de localités rurales observées dans leurs temporalités propres (Robert, Chambron, 2001) que par la confrontation au filtre des catégories du rural et de l'urbain des interprétations sectorielles du changement dans les analyses des sciences sociales (la question environnementale (Jollivet, à paraître) et celle du paysage (Luginbühl, à paraître), les politiques culturelles des parcs naturels régionaux (Mathieu, 2001), la production de solidarité par les associations (Mathieu, de Lafont, à paraître), la question de la pauvreté croisée avec les catégories, les modes d'habiter... et, bien sûr, les rapports sociaux de sexe (Coutras, Gana, à paraître).

D'ores et déjà on peut affirmer que l'hypothèse de la valeur heuristique de la démarche de l'Observatoire : suivre dans le temps (observation continue) des objets et des questions complexes, a trouvé quelques premières validations, vérifiant le bien-fondé de casser les stéréotypes et les visions fragmentées.

## **C - Quel type d'observatoire : entre recherche et action**

La démarche et les propriétés ainsi rappelées, il vous semble peut-être que l'Observatoire des rapports entre le rural et l'urbain se classe, dans la typologie établie antérieurement, plutôt dans le type 1 d'observatoire de recherche. Il est vrai que l'observation du changement social est une question bien complexe à traduire de façon claire et utile pour des décideurs, ce qui la rend difficile à introduire dans un système d'action. Et pourtant, n'est-ce pas toujours à propos et en termes de changement social que toute action de politique publique prend son sens ?

À vrai dire, c'est au contact des planificateurs et des politiques publiques que l'idée d'Observatoire urbain/rural est née, ne serait-ce que pour clarifier la controverse sur la dite irréversibilité du processus d'urbanisation et pour montrer à quel point les politiques publiques étaient enfermées dans des représentations sociales stéréotypées et dépendantes des variations de l'idéologie dominante. Mais parce que les questions qui définissent le changement social sont multiples, il ne s'agit pas d'orienter la collecte de données vers une action particulière mais de construire plutôt les outils permettant le passage de la recherche à l'action.

En somme, notre observatoire est **entre** la recherche et l'action et l'ensemble du dispositif ne prend son sens que par rapport à son utilité pour "gouverner" d'autant plus que nous considérons, dans la mouvance de *Natures Sciences Sociétés*, que « gouverner, c'est prévoir » et que toute action de développement ne peut échapper à une réflexion mettant en jeu l'espace et le temps et à la grille proposée par Jean Marie Legay « Ici et maintenant, plus tard et ailleurs » (Legay, 1993).

L'observatoire repose en effet sur une haute conception de la recherche qui fait l'hypothèse que la finalisation est un moyen de progresser dans les connaissances. Le concept d'implication y est central pour articuler la recherche à l'action, en préservant les conditions d'indépendance scientifique nécessaires pour l'avancée des connaissances mais en choisissant les questions et les problèmes à traiter en fonction de l'acuité avec laquelle ils se posent à la société, et de ce fait au politique.

### III - PROBLÈMES DE MÉTHODE POUR CE TYPE D'OBSERVATOIRE

Ainsi, comme l'Observatoire de la Condition des Femmes, l'Observatoire des rapports entre le rural et l'urbain a pour objectif d'être une plate-forme permettant le passage entre la recherche et l'action, de construire les outils de la médiation entre connaissances et interventions. Mais ceci n'est pas sans poser des problèmes de méthode dont le recensement dans le cadre de l'Observatoire urbain/rural peut avoir valeur pour les autres et pour l'OCF en particulier.

Dans sa caractérisation théorique générale, la méthode de l'observatoire doit permettre de résoudre trois sortes de problèmes :

- celui de l'articulation du quantitatif au qualitatif
- celui de l'articulation du local au global
- celui de l'observation continue

Mais il me semble possible, après quatre années de fonctionnement, d'identifier plus précisément les difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés et qui méritent d'être approfondies du point de vue des solutions pratiques à y apporter.

#### A - La place des indicateurs et du quantitatif

Le premier problème tient au fait que ce type d'observatoire se distingue fondamentalement des observatoires statistiques dont il n'a pas la puissance instrumentale et financière qui est conférée à ceux-ci par l'État. Une série de difficultés et d'obstacles en découle.

##### 1 - Le rapport avec les statistiques existantes

Il est évident qu'il n'est pas pensable d'essayer de construire, à partir d'une définition des besoins propres à l'observatoire, une base de données statistiques indépendante de celles qui existent et qui font l'objet de recensements systématiques et souvent exhaustifs. Mais force est alors de constater l'important décalage qui existe entre les données mobilisables et disponibles dans les statistiques telles qu'elles sont fournies et les données souhaitables qui ont été imaginées pour jalonner de mesures adéquates le changement social. L'insatisfaction qui en découle porte soit sur le problème des pas de temps imposés par les statistiques officielles qui ne permettent pas d'identifier les "moments" considérés par hypothèse comme des moments importants du changement social, soit sur la configuration des données proprement dites (les catégories statistiques) qui ne répondent pas aux interrogations que l'on se pose. Prenons l'exemple des données, disponibles sur la mobilité des individus au Recensement général de population en France, qui se limitent à la migration entre le lieu de travail et le lieu de résidence et au changement de commune de résidence



entre deux recensements, ce qui est très insuffisant pour observer l'accélération de toutes les mobilités dans les sociétés post-industrielles et leurs conséquences sur les modes d'habiter. La difficulté est la même quand il s'agit de mettre en évidence des changements du rapport au travail qui ne sont pas correctement appréhendés par les statistiques d'emploi et d'activités de l'INSEE.

### **2 - L'intensité de cette activité et le problème du maintien et de l'actualisation de séries continues**

La décision de constituer une base minimum de données (issues des statistiques existantes) correspondant aux besoins de tel ou tel chantier de l'observatoire ou aux localités suivies implique un travail spécifique et le recours à un ou deux chercheurs en ayant la responsabilité. Mais du fait de la multiplicité des tâches nécessaires pour faire fonctionner un tel observatoire deux difficultés surgissent alors :

- dans la mesure où il est plus aisé d'établir des bases de données par question, surtout si tel ou tel chercheur est spécialisé dans l'évaluation des données statistiques propres à ce domaine, on prend le risque d'une spécialisation qui peut s'avérer contradictoire avec l'objectif général impliquant l'articulation entre les différentes dimensions du changement social ;
- même si on a réussi à construire quelques séries statistiques homogènes dans le temps et dans l'espace permettant de suivre de façon la plus adéquate possible les dimensions du changement social que l'on considère comme pertinentes, se pose le problème de la continuation des observations, du maintien de la base de données constituée et de l'actualisation de ces séries. Et tout ceci a un coût et implique des compétences.

### **3 - La valeur des indicateurs**

Nous n'insisterons pas sur ce point bien connu de tout utilisateur de bases de données quantitatives. Celles-ci ne prennent leur sens que dans l'élaboration d'indicateurs permettant d'atteindre les objectifs de l'observatoire. Leur évaluation et leur validation expérimentale sont des opérations essentielles. Ici, l'effort de définition (par exemple de ce qu'on définit comme rural ou comme urbain ainsi que les degrés d'urbanité et de ruralité) est indispensable. Mais ce type de difficulté est relativement banal au regard de ce qui nous paraît être une difficulté spécifique de l'observatoire : construire à la fois des indicateurs à caractère explicatif et à caractère prospectif. Le recours à l'analyse quantitative offre généralement plus de possibilités pour confirmer des hypothèses concernant les tendances passées que pour identifier des faits présents porteurs de changement et donc pour favoriser l'anticipation que requiert toute action de développement. Quant à l'utilisation de modèles de simulation, elle est en général décevante du fait d'une certaine incompatibilité entre simplicité des indicateurs et complexité des processus à modéliser.

## **B - La place du local et du retour sur les terrains**

Comme je l'ai déjà signalé, l'Observatoire des rapports entre rural et urbain s'appuie principalement sur un dispositif de localités qui ont fait l'objet de "monographies locales". Mais le consensus en faveur de cette méthode et l'expérience de ce choix par les sociologues comme par les géographes du Ladyss, n'empêchent pas que des problèmes se posent quant à sa mise en œuvre. Les terrains qui ont été explorés ne sont pas tous de même taille et ne correspondent pas aux mêmes entités administratives ; les monographies ont été initiées à des dates différentes et varient dans leur problématique selon les programmes auxquels elles étaient associées (monographies communales sous la direction de Pierre Coutin, communes rurales et observation du changement social au GRS, monographies de communes et de cantons dans le programme Zones de faible densité, Causses/Cévennes puis Causse Méjean et programme environnement du CNRS etc.). Des choix sont à faire que l'on peut ainsi résumer :

### **1 - Suivi continu et chronologie des événements**

Il s'agit de la méthode préconisée dans le cadre de l'Observatoire du Méjean et qui a consisté à suivre de façon continue (au pas de temps requis par chaque phénomène observé) les changements écologiques, économiques et sociaux d'une entité géographiquement bien délimitée que constitue le causse Méjean. Ce mode de suivi est à la fois quantitatif et qualitatif. Il se rapproche de celui des Observatoires démographiques que nous avons évoqués au départ, mais il est encore plus holiste puisqu'il inclut les observations naturalistes comme l'évolution de la végétation et du paysage.

Dans ce cadre, j'ai personnellement élaboré un protocole de suivi annuel de ce qui était considéré comme "événement" par un ensemble d'informateurs, habitant le causse et hors du causse, choisis pour leur représentativité et leur diversité, que ces événements aient un caractère familial, local, régional ou général, ou qu'ils soient désignés comme "naturels" ou "sociaux". Cette chronologie mise à jour pendant huit années consécutives s'est avérée pertinente pour anticiper certains comportements et en particulier ceux des éleveurs face aux politiques européennes ainsi que l'importance des femmes dans l'adoption des innovations.

Mais cette méthode est très lourde à tenir et deux difficultés (ou dérives) rendent son application problématique. C'est d'abord la tendance à la limitation de l'observation continue à des sites très restreint (six exploitations agricoles dans la dernière phase du programme), ce qui favorise l'analyse de certains processus (comme l'embroussaillage) mais en limite d'autres pourtant essentiels pour prévoir les changements majeurs (par exemple l'évolution des comportements face aux "biens communs" (les sectionnaux) et face à la multirésidence et au tourisme. C'est ensuite la question du maintien de la régularité temporelle de l'observation, qui exige la programmation sur le long terme de compétences et d'un temps de travail. Faute de soutien financier et politique, ce type de méthode trouve sa fin avec le promoteur de la démarche.

## **2 - Retour sur le terrain**

C'est la méthode choisie par les sociologues du Ladyss qui a été dénommée "les monographies revisitées" (Robert, Chambron, 2001). La "revisite" des onze villages qui avaient, dans les années soixante, constitué la base empirique du programme "les collectivités rurales françaises" est en quelque sorte le fleuron de l'Observatoire rural/urbain. En effet, huit villages ont été réétudiés pour profiter de la connaissance ancienne de ces localités et apporter de la matière concrète et locale à la réflexion sur la ruralité d'aujourd'hui posée de façon théorique à travers la question : Qu'est-ce que le rural aujourd'hui trente ans après la "fin des paysans" ?

La validité de cette méthode se mesure aux résultats obtenus à partir des "monographies revisités" comme l'exprime Michel Robert : « L'apport de la monographie locale est ici primordial car la réflexion macrosociologique seule n'aurait pu nous mener à de telles conclusions ». Mais là encore des problèmes demeurent. Première question : le principe des monographies revisitées doit-il être appliqué à d'autres monographies existantes même si elles n'ont pas les mêmes dates d'origine et n'ont pas été menées avec les mêmes objectifs et méthodes ? Cette question est importante car elle détermine les capacités d'extension à d'autres localités (urbaines en particulier) et à d'autres pays. Deuxième question : quel pas de temps faut-il pour à nouveau revisiter des localités qui ont fait l'objet d'un retour sur le terrain ? Bien que moins pesante, cette question se rapproche de celle précédente et ne peut éviter une réponse en termes de coût et d'engagement de chercheurs et d'acteurs locaux.

En somme on voit bien qu'un problème crucial à résoudre pour tirer le meilleur parti de cette méthode qui est au cœur du dispositif d'observation continu de l'observatoire et celui du nombre de localités qu'il est nécessaire de suivre, de leur répartition spatiale, de la permanence (à des pas de temps à préciser) des observations qui y sont établies.

## **C - La décomposition de la question générale du changement social**

Lors de sa création, nous avons pensé qu'il était nécessaire de décomposer la question générale du changement social vue à travers la relation villes/campagnes par un certain nombre d'entrées thématiques que nous avons appelé des "chantiers" (Mathieu, Robert, 1998). Une distinction était faite entre les chantiers de "méthode" et les chantiers "thématiques" définis pour leur caractère prioritaire et heuristique. Or, après quatre années de fonctionnement, il s'avère que cette architecture a bougé et que des différences sont apparues entre les priorités affichées au départ et ce qui s'est passé en réalité. On peut aujourd'hui distinguer trois types de chantiers :

### **1 - Les chantiers qui vont de soi**

Dans l'ensemble, ce sont des chantiers que nous avons proposés au départ parce qu'à l'évidence ils doivent être interrogés parce qu'ils sont constitutifs des conceptions antérieures ou traditionnelles de la

relation ville/campagne : ce sont principalement les chantiers "mobilité" et "travail". Mais, curieusement, ce ne sont pas ceux qui ont le plus avancé (en particulier le chantier confrontant les formes de travail rural et urbain) dans la mesure où le poids des interprétations antérieures empêche de repenser de façon radicale la question aujourd'hui. Et pourtant, il semble bien que ce sont sur ces questions anciennes (la fonction de l'agriculture et l'organisation du travail par exemple) que l'on pourrait trouver les plus grandes ruptures.

## **2 - Les chantiers "forcés" ou hypothétiques**

Ce sont des chantiers, dont certains n'étaient pas prévus au départ, qui sont apparus, au fur et à mesure de la progression de l'Observatoire, comme des chantiers clés pour rendre le dispositif efficace. On peut donner comme exemples :

- le chantier autour du concept de "mode d'habiter" (qui est fondé sur l'hypothèse d'une conciliation possible entre le concept sociologique de mode de vie et celui géographique de genre de vie) qui va sans doute permettre de construire un dispositif articulant l'approche par enquête statistique et l'approche par localités rurales et urbaines ;

- le chantier "environnement et développement durable" qui oblige à repenser totalement différemment et le rural et l'urbain et la relation ville/campagne de même qu'il a obligé à ouvrir un chantier qui n'était pas prévu sur le paysage et les politiques publiques qui en font un outil de développement. Le plus récent de ces chantiers est sans doute celui des "rapports sociaux de sexe".

## **3 - Les chantiers proposés**

Un des objectifs de l'Observatoire, celui d'être médiateur entre recherche et action, a suscité l'intérêt de plusieurs partenaires nous donnant l'occasion d'ouvrir de nouveaux chantiers (non prévus au départ) et de valider le bien-fondé de notre proposition de méthode. On peut donner comme exemple de partenariat en cours, celui avec l'Union des missions locales rurales (outil de la politique en faveur des jeunes en difficulté) et avec la Fédération des Parcs Naturels Régionaux qui a souhaité faire passer au crible de notre problématique la question de sa politique de développement local culturel. Ce partenariat conduit incontestablement à enrichir notre conception d'origine, en ciblant des entrées dans le changement social plus précisément liées aux politiques publiques d'une part, en nous obligeant à (ré)intégrer des entrées que nous avions délaissées comme les catégories sociales et d'âge ou comme les politiques territoriales et des collectivités locales. Un problème se pose cependant qui vient de l'ouverture à des problématiques pour lesquelles le dispositif d'observation est pour ainsi dire à construire.

## **4 - Les chantiers émergents**

Une des perspectives les plus inattendues que l'Observatoire a ouverte est la reconnaissance que certains axes considérés comme secondaires ou surdéterminés pour l'analyse du changement social se retrouvent au centre de ce changement social du seul fait que l'on teste la pertinence des catégories de rural et d'urbain. Celui des rapports sociaux de sexe, engagé avec la collaboration de chercheurs d'un organisme de recherche comme l'IRESO et d'un organisme lié au politique comme l'OCF, est de ce point de vue exemplaire. Cette entrée est en effet marginalisée par les sciences sociales, ou au contraire survalorisée dans certaines sphères scientifiques (les *gender studies*) parce qu'il est difficile d'admettre sa portée générale. L'introduction du filtre des catégories de rural et d'urbain et des relations villes/campagnes fait prendre conscience de la valeur ajoutée par la problématique des rapports sociaux de sexe selon que l'on privilégie la question de la discrimination et de l'inégalité entre les sexes ou celle de la contribution spécifique des femmes au changement social en particulier dans sa dimension utopique et prospective. Conjuguer la question du genre avec celle du rural et de l'urbain conduit à sortir des approches prédéterminées par les idéologies en cause et à affronter le centre même de ce qui fait les changements de comportements dans leur rapport avec les milieux de vie.

En conclusion, il nous faut insister sur le défi méthodologique de l'observatoire de l'évolution urbain/rural que l'on peut ainsi résumer :

- articulation des types de méthodes : l'analyse quantitative et l'analyse qualitative ; la méthode statistique et la méthode holiste ;

- articulation de la conceptualisation de l'observatoire avec les objectifs de recherche proprement dite et ceux de la recherche impliquée.

Ceci implique :

- un échange d'expérience autour de la conception et du fonctionnement d'un observatoire ;
- un échange d'expérience sur la problématique du rural et de l'urbain, de l'articulation du local et du global.

Pour conclure, je voudrais revenir à deux mots dont je crois partager l'importance avec Jean-Pierre Peyon : ce sont ceux, en quelque sorte opposés, de confiance et de défi. J'ai en effet une intense confiance en ce dispositif d'investigation nouvelle qu'on nomme Observatoire de sciences sociales. Il est d'une grande portée heuristique dans sa dimension de recherche comme dans sa dimension d'action. C'est un outil nécessaire de médiation entre connaissances et action dont l'utilité pour penser le développement durable et agir dans ce sens est incomparable.

Mais je dis aussi qu'il est un immense défi. En effet, s'il n'est pas une métaphore, s'il répond aux exigences que nous avons identifiées, sa mise en œuvre implique un effort considérable, tant sont grandes les difficultés pour lui assurer cohérence (entre localisation et temporalités, dans l'articulation entre objectifs et méthodes), enfin surtout pour lui assurer une durée.

## Bibliographie

CLIGNET R. (ed.), 1998. *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*, Paris, Orstom éditions.

CLIGNET R., 1998. Une invitation à observer les observatoires. In : *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*. Paris, Orstom éditions, pp. 123-146.

Les monographies de familles de l'École de Le Play, 2000, *Les Études Sociales*, 131-132, 227 p.

LÉVÊQUE C., PAVÉ A., ABBADIE L., WEILL A., VIVIEN F.D., 2000. Les zones ateliers, des dispositifs pour la recherche sur l'environnement et les anthroposystèmes. *Natures Sciences Sociétés*, pp. 43-52.

GARENNE M., 1998. Potentiel et limites des Observatoires démographiques. In : *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*. Paris, Orstom éditions, pp. 159-171.

JOLLIVET M., MENDRAS H. (dir.), 1971-1974. *Les collectivités rurales françaises*. A. Colin/CNRS, Paris, 2 vol. (1. Étude comparative du changement social, 222 p. ; 2. Sociétés paysannes ou lutte de classe au village, 266 p.).

LEGAY J.M., 1993. Ici et maintenant, plus tard et ailleurs. *Natures Sciences Sociétés*, 1 (2), pp. 144-147.

MATHIEU N., DUBOSCQ P. (dir.), 1985. *Voyage en France par les pays de faible densité*. Éd. du CNRS, Toulouse, 179 p.

MATHIEU N., 1987. L'interdisciplinarité en question dans l'observatoire Causses-Cévennes. *BSLG*, t. 21, fasc. 3-4, pp. 493-504 (Actes du colloque "Valorisation et maîtrise du territoire dans les montagnes sèches de l'Europe du Sud", Alès, 20 sept.-1er oct. 1987).

MATHIEU N., 1992. *Un outil d'observation de l'interaction entre systèmes naturels et systèmes sociaux : l'observatoire du Méjean en Lozère*. In : Trente communications au 27<sup>e</sup> Congrès International de Géographie, Washington, INTERGEO/AFDG.

MATHIEU N., 2001. Villes-Campagnes : un nouveau regard. In : *Villes-Campagnes, Peut-on expérimenter de nouveaux modèles de développement culturel ?* Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France, Paris, pp. 15-17 (Actes du séminaire des 18 et 19 janvier 2001 organisé par la FPNRF avec l'appui du Ministère de la Culture et de la communication, du Conseil régional Rhône-Alpes et de l'Observatoire sur les rapports entre le rural et l'urbain, Centre Culturel des Camiers - Parc naturel régional du Pilat, 60 p.).

MATHIEU N., 2001. *Expériences et méthodologies des observatoires*. Credif/Pnud, Tunis (Conférence présentée à l'Observatoire de la Condition de la Femme à Tunis, le 23 mai 2001).

MATHIEU N., ROBERT M., 1998. *Pourquoi un observatoire des rapports urbain/rural ?* Observatoire des rapports entre rural et urbain, 4 pages, 1, décembre, 6 p.

ROBERT M., CHAMBRON N., 2001. *Localité et changement social : le petit bout de la lorgnette ?* Observatoire des rapports entre rural et urbain, 4 pages, 3, janvier, 6 p.